

DECISION

OBJET : MONTCEAU-LES-MINES - Zone d'activités du Prélong - Bail emphytéotique à conclure avec la Commune de MONTCEAU-LES-MINES - Construction et gestion d'un crématorium.

Le PRÉSIDENT de la COMMUNAUTE URBAINE du CREUSOT-MONTCEAU-LES-MINES,

Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,

Vu le code général de la propriété des personnes publiques et notamment son article L. 3112-1,

Vu la délibération du conseil de communauté en date du 27 septembre 2012, devenue exécutoire à compter du 28 septembre 2012, autorisant la signature d'une convention de gestion pour la construction d'un crématorium par la ville de MONTCEAU-LES-MINES,

Vu la délibération du conseil de communauté en date du 02 octobre 2024, devenue exécutoire à compter du 03 octobre 2024, lui donnant délégation d'attributions, dans le cadre de l'article L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales,

Considérant que ladite délégation porte notamment en matière juridique sur la conclusion des baux emphytéotiques,

Considérant que la Communauté Urbaine est propriétaire, des terrains commercialisables sur la zone d'activités du Prélong, commune de MONTCEAU-LES-MINES,

Considérant que la CUCM a confié à la Ville de MONTCEAU-LES-MINES la création et la gestion d'un crématorium et que le choix du terrain d'assiette de cette construction s'est porté sur la parcelle cadastrée section CI n°472, d'une superficie de 5000 m², zone d'activité du Prélong,

Considérant qu'il a été envisagé la conclusion d'un bail emphytéotique entre la Ville et la CUCM sur la parcelle concernée pour une durée ferme de 46 ans à compter de la date d'effet de la convention de gestion, soit jusqu'au 14 octobre 2058,

Considérant l'accord trouvé sur les modalités financières : 100 euros de loyer annuel, sans indexation, non assujetti à TVA et taxe foncière prise en charge par le preneur à bail,

Considérant qu'il convient désormais d'approuver les termes du bail emphytéotique et d'en autoriser la signature,

DECIDE ce qui suit :

- La Communauté Urbaine contracte avec la Ville de MONTCEAU-LES-MINES, dont le siège social est situé 18 rue Carnot, un bail emphytéotique portant sur la parcelle cadastrée section CI n°472, d'une superficie de 5000 m², sur la commune de MONTCEAU-LES-MINES, bail dont les caractéristiques principales sont les suivantes :

- Durée : 46 ans à compter du 15 octobre 2012, date de prise d'effet de la convention de gestion signée avec la Ville ;
- Loyer : 100 euros par an, à terme échu à la date anniversaire de la signature du bail emphytéotique, sans indexation et non assujetti à TVA ;
- Les autres modalités de ce bail emphytéotique sont définies dans le bail emphytéotique à intervenir entre la CUCM et la Ville de MONTCEAU-LES-MINES ;
- Monsieur le Président, ou l'élu(e) ayant reçu délégation de signature, est chargé de signer le bail à intervenir, ainsi que toutes pièces afférentes à l'acte et nécessaires à sa bonne exécution, en l'étude de Maître Olivier MENTRE, notaire à MONTCEAU-LES-MINES, étant précisé que les frais de bornage et d'acte en supplément seront à la charge de la Ville de MONTCEAU-LES-MINES ;
- La présente décision, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, de sa publication et/ ou de son affichage, d'un recours contentieux déposé auprès du tribunal administratif de Dijon, 22 rue d'Assas, 21000 DIJON, ou via l'application télérecours citoyen ([www. Télérecours.fr](http://www.Telerecours.fr)). Un recours gracieux peut également être formulé auprès de la Communauté Urbaine Creusot-Montceau, Château de la Verrerie, BP 90069, 71206 Le CREUSOT, étant précisé que celle-ci dispose d'un délai de deux mois pour répondre. Le silence gardé pendant deux mois vaut décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra être déférée au tribunal administratif dans un délai de deux mois.
- la présente décision sera communiquée aux membres du conseil communautaire à la faveur d'une prochaine réunion.

Fait à Le Creusot, le 5 mars 2025

Certifié pour avoir été reçu
à la sous-préfecture le 6 mars 2025
et publié, affiché ou notifié le 6 mars 2025

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME

LE PRESIDENT,

David MARTI



LE PRESIDENT,

David MARTI

